

1<sup>er</sup> septembre 2021

## **Libéria : Les conflits fonciers dans le comté de Nimba**

### **Avertissement**

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

## Table des matières

1. Spoliations et expropriations foncières occasionnées par la guerre .....	3
2. Des conflits fonciers qui perdurent .....	4
3. La loi sur la réforme foncière (2018) .....	5
4. Recours auprès des autorités.....	5
4.1. Les Forums communautaires, <i>Community forums (FC)</i> .....	5
4.2. Conseil de sécurité de district, <i>District Security Council (DSC)</i> .....	5
4.3. Conseil de Sécurité du Comté, <i>County Security Council (CSC)</i> .....	6
4.4. Mode alternatif de règlement des conflits, <i>Alternative Dispute Resolution (ADR)</i> .....	6
Bibliographie .....	7

**Résumé :** Dans le comté de Nimba, la guerre civile a entraîné d'importants déplacements de populations, notamment mandingues qui se sont réfugiés dans les pays voisins. A leur retour d'exil, bon nombre d'entre eux n'ont pas été en mesure de récupérer leurs propriétés que certains membres des communautés Gio et Mano occupent illégalement. L'adoption de la loi sur la réforme foncière en 2018, et la mise en place de commissions de médiation et de structures locales dédiées n'ont pas suffi à mettre un terme aux conflits fonciers qui persistent dans la région et qui sont parfois accompagnés de violence.

**Abstract:** In Nimba County, the civil war led to massive people displacement, especially Mandingo, who fled to neighbouring countries. Upon their return from exile, many of them could not recover their properties which some members of the Gio and Mano communities are occupying illegally. The land reform law adoption in 2018, and the mediation commissions and dedicated local structures setting up were not sufficient to put an end to the land conflicts that persist in the region and are sometimes followed of violence.

**Nota :** La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

## 1. Spoliations et expropriations foncières occasionnées par la guerre

Entre 1989 et 2003, le Libéria a connu un violent conflit civil qui fait près de 200.000 morts et provoqué le déplacement de près d'un million de personnes, notamment dans les pays voisins du Ghana, de la Guinée et de la Sierra Leone.<sup>1</sup>

Le comté de Nimba, situé dans la région nord-est du pays, a été à plusieurs reprises l'épicentre de ces conflits.<sup>2</sup> La région connaît depuis le début des années 1980 des tensions permanentes sur la question foncière qui opposent les ethnies Mandingues, Mano et Gio du comté.<sup>3</sup> A cette époque, les mécanismes juridiques d'acquisition des titres fonciers étaient litigieux et instables, en particulier dans les zones sous régime coutumier.<sup>4</sup> Un article de *The New Humanitarian* (IRIN) de 2013, précise que la fuite de milliers de personnes notamment vers la Guinée voisine, « a entraîné une série de transferts de terres et de propriétés, des transferts forcés et volontaires, légaux et illégaux. »<sup>5</sup>

Les groupes ethniques de la région se sont associés à des factions spécifiques durant la guerre civile, ce qui a accentué les hostilités communautaires.<sup>6</sup> Les Mandingues ont soutenu les troupes de Samuel Doe, qui était alors président de la République du Liberia (1986-1990) suite à son coup d'Etat mené en 1980. Il a exclu certains groupes ethniques de la vie politique, notamment les Gio et les Mano, et accordé de nombreux privilèges dont l'accès à la terre aux Krahn<sup>7</sup> et aux Mandingues.<sup>8</sup> Les Mano et Gio qui se considèrent comme des autochtones de la région, entretenaient un ressentiment latent contre les Mandingues, qu'ils perçoivent comme des « étrangers venus de Guinée et non des Libériens ».<sup>9</sup> Ils ont ainsi soutenu les troupes rebelles du Front national patriotique (NPFL) de Charles Taylor qui a lancé l'insurrection contre le régime au pouvoir en 1989 et a provoqué le déclenchement de la première guerre civile.<sup>10</sup>

Durant les premières années de la guerre civile (1989-1996), les conflits fonciers entre les groupes ethniques concernant les terres et le contrôle des commerces se sont intensifiés et concentrés dans la ville de Ganta.<sup>11</sup>

Dans la seconde partie du conflit (1997-2003), les forces de Charles Taylor qui étaient alors à la tête du pays (1997-2003), ont chassé les Mandingues de leurs maisons les accusant de soutenir le groupe rebelle *Liberian United for Reconciliation and Democracy* (LURD)<sup>12</sup>. Les familles Gio et Mano se sont installées dans les maisons abandonnées des Mandingues. Beaucoup de ces occupants ont refusé de quitter ces propriétés estimant que ces maisons appartenaient à leurs familles avant l'arrivée des Mandingues en 1960.<sup>13</sup>

Ainsi, à la fin de la guerre civile en 2003, les Mandingues ayant fui les conflits ont commencé à revenir dans le comté de Nimba, mais la plupart n'ont pu réoccuper leurs maisons et leurs terres occupées illégalement par des squatteurs. Ceux-ci sont pour la plupart d'anciens membres des milices pro-Taylor qui se sont organisées pour s'approprier des terres avec l'accord des autorités politiques locales.<sup>14</sup>

Alors que la plupart des documents ont été détruits au cours de la guerre, les occupants illégaux exigent que les demandeurs de retour fournissent des documents valides pour justifier leurs revendications de propriété.<sup>15</sup>

---

<sup>1</sup> The New Humanitarian (IRIN) , 15/11/2010, [url](#) ; NRC, 15/07/2015, [url](#)

<sup>2</sup> Executive Mansion, 13/05/2021, [url](#) ; IRIN, 20/05/2013, [url](#)

<sup>3</sup> Executive Mansion, 13/05/2021, [url](#) ; IRIN, 20/05/2013, [url](#)

<sup>4</sup> Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC), 2012, [url](#) ; Executive Mansion, 13/05/2021, [url](#)

<sup>5</sup> Executive Mansion, 13/05/2021, [url](#) ; IRIN, 15/11/2010, [url](#)

<sup>6</sup> Executive Mansion, 13/05/2021, [url](#)

<sup>7</sup> NDLR. Groupe ethnique dont était issu Samuel Doe.

<sup>8</sup> RINCON Jairo Munive Rincon, 2010, [url](#)

<sup>9</sup> Bøås, Morten, 2008, [url](#)

<sup>10</sup> Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC), 2012, [url](#) ; IRIN , 15/11/2010, [url](#)

<sup>11</sup> RINCON Jairo Munive Rincon, 2010, [url](#) ; Executive Mansion, 13/05/2021, [url](#)

<sup>12</sup> NDLR. Groupe rebelle actif durant la seconde guerre civile libérienne de 1999 à 2003 dirigé par Sekou Conneh.

<sup>13</sup> RINCON Jairo Munive Rincon, 2010, [url](#)

<sup>14</sup> RINCON Jairo Munive Rincon, 2010, [url](#) ; Executive Mansion, 13/05/2021, [url](#) ; IRIN, 20/05/2013, [url](#)

<sup>15</sup> VAPNEK J., FOFIE A., BOAZ P., 01/06/2017, [url](#)

A Ganta, le maire a souhaité encourager le retour et la réinstallation de la population pour redynamiser la ville en accordant à des civils et des ex-combattants des « droits de squatter » (une sorte de permis de location) dans certaines zones de la ville. Les autorités locales ont affirmé avoir accordé ces droits à 33 personnes, alors qu'en 2007 la Commission du gouvernement du Libéria a indiqué que 350 occupants illégaux en ont bénéficié. La plupart des terres et des propriétés « louées » selon cette modalité sont situées dans le centre-ville de Ganta, qui, avant la guerre, était peuplé de marchands mandingues.<sup>16</sup>

## 2. Des conflits fonciers qui perdurent

En 2013, le *Norwegian Refugee Council* (NRC), une ONG norvégienne ayant assisté et soutenu le retour et la réintégration des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur du pays entre 2003 et 2015,<sup>17</sup> a indiqué que la quasi-totalité des personnes déplacées et des réfugiés étaient rentrées ou réinstallées depuis la signature de l'accord de paix d'Accra en 2003.<sup>18</sup>

Cette même source affirme que depuis 2009 « un nombre important de conflits fonciers ont été résolus sans trop de difficulté » et que ce chiffre a diminué au cours de ces dernières années<sup>19</sup>, notamment avec la mise en place en 2009 de la Commission foncière du Libéria.<sup>20</sup>

Malgré ces avancées, une augmentation des conflits fonciers non liés à la guerre a été constatée dans le comté.<sup>21</sup> Les conflits fonciers locaux persistent dans la région et continuent d'être une préoccupation pour le gouvernement libérien.<sup>22</sup> Des cas d'abus et de violences induits par ces conflits ont été signalés dans le comté.<sup>23</sup>

En 2018, la présidente de l'autorité foncière du Libéria, *Liberia Land Authority* (LLA), a affirmé que le comté de Nimba était classé en zone rouge, au vu du nombre important de problèmes fonciers qui sont remontés.<sup>24</sup> Ceux-ci sont relayés par les médias<sup>25</sup> :

- *La West Africa Democracy Radio (WADR)* rapporte qu'en avril 2021, un homme a été condamné après avoir menacé de mort le juge en chef libérien Francis Kporkor dans le cadre d'un litige foncier dans le comté de Nimba.<sup>26</sup>
- En 2021, un article du *Front Page Africa* fait état de l'incendie d'un entrepôt suite à un jugement rendu par la 8<sup>ème</sup> cour de circuit judiciaire du comté de Nimba qui s'est prononcée en faveur d'un habitant de Ganta. Certaines des victimes, essentiellement mandingues, ont juré de « mourir pour leurs terres », et menacé de s'en prendre à l'autre partie pour avoir « influencé le tribunal ». <sup>27</sup>
- En 2017, cette même source rapporte qu'une femme exilée en Guinée suite à la guerre civile est contrainte de rester dans ce pays car les propriétés que possédaient ses défunts parents dans le comté de Nimba sont occupées illégalement. Bien que ces occupants aient signé un protocole d'accord avec le gouvernement libérien pour quitter la propriété après avoir reçu une compensation, ils refusent d'en partir.<sup>28</sup>

---

<sup>16</sup> RINCON Jairo Munive Rincon, 2010, [url](#)

<sup>17</sup> Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC), 2010, [url](#)

<sup>18</sup> IRIN, 20/05/2013, [url](#)

<sup>19</sup> IRIN, 20/05/2013, [url](#)

<sup>20</sup> NDLR. Commission mise en place par le gouvernement en 2009 afin de régler les conflits fonciers entre les réfugiés rapatriés et leurs voisins. Elle vise à améliorer le système d'enregistrement foncier afin que les citoyens accèdent plus facilement aux documents de propriété foncière et prennent connaissance de leur régime de propriété légal.

<sup>21</sup> IRIN, 20/05/2013, [url](#) ; RINCON Jairo Munive Rincon, 2010, [url](#)

<sup>22</sup> RINCON Jairo Munive Rincon, 2010, [url](#)

<sup>23</sup> NRC, « Comparative analysis of land conflicts in Liberia : Grand Gedeh, Lofa and Nimba counties », [url](#)

<sup>24</sup> Liberian Observer, 10/12/2018, [url](#)

<sup>25</sup> Modern Ghana, 31/05/2021, [url](#) ; Front Page Africa, 20/04/2021, [url](#) ; Daily Observer, 18/09/2019, [url](#) ; Liberia: Ethnic Tension Thwarts Court's Ruling in Ganta Land Case

<sup>26</sup> West Africa Democracy Radio (WADR), 27/04/2021, [url](#)

<sup>27</sup> Front Page Africa, 20/04/2021, [url](#)

<sup>28</sup> Front Page Africa, 23/03/2017, [url](#)

- Selon le site d'information *Mongabay*, en août 2016, une personne a été tuée dans le comté de Nimba dans un affrontement opposant les résidents de deux villes voisines qui revendiquaient la même parcelle de terre.<sup>29</sup>

### 3. La loi sur la réforme foncière (2018)

Une loi très attendue sur la réforme foncière a été promulguée le 19 septembre 2018.<sup>30</sup> Elle permet aux communautés locales de revendiquer la propriété de terres coutumières sur la base de témoignages oraux de membres de la communauté, de cartes, d'accords signés entre communautés voisines et d'autres documents.<sup>31</sup>

Avant cette réforme, il existait une confusion autour de la question de la propriété des terres dans la mesure où deux systèmes coexistaient : l'un relevait de la *Common Law*, qui exigeait que le propriétaire soit en possession d'un titre de propriété ; l'autre reposait sur le régime foncier coutumier via un accord verbal.<sup>32</sup> Des conflits fonciers pouvaient ainsi survenir lorsque des propriétaires vendaient leurs terres à plusieurs acheteurs.<sup>33</sup>

En 2018, la présidente de la LLA a indiqué travailler sur la mise en place d'actes de propriété sécurisés.<sup>34</sup>

### 4. Recours auprès des autorités

Les anciens ou chefs de village sont les premières autorités auxquelles les personnes du comté exposent leurs problèmes fonciers<sup>35</sup>

Les résultats d'une enquête menée en 2009 par le NRC indiquent que les membres de la communauté ont préféré avoir recours aux institutions informelles plutôt que des tribunaux d'État pour résoudre leurs conflits fonciers.<sup>36</sup> Peu de recours ont été réalisés auprès des tribunaux locaux de la ville ou de la cour des magistrats de Nimba. Ces modes de recours enregistrent un taux plus faible de résolution des conflits.<sup>37</sup>

#### 4.1. Les Forums communautaires, *Community forums (FC)*

Ils regroupent des dirigeants locaux qui comprennent des chefs de ville et des représentants de la société civile chargés d'identifier les problèmes de sécurité de la communauté et faciliter leur résolution par des moyens informels de médiation et de conciliation.

Si aucune entente n'est trouvée, les cas sont transmis au Conseil de sécurité de district (DSC) ou au Conseil de Sécurité du Comté (CSC).<sup>38</sup>

#### 4.2. Conseil de sécurité de district, *District Security Council (DSC)*

Ils représentent à la fois les chefs traditionnels et les autorités officielles de l'État, notamment les chefs suprêmes, les surintendants de district, et les forces de l'ordre.<sup>39</sup>

---

<sup>29</sup> Mongabay, 14/09/2016, [url](#)

<sup>30</sup> Republic, of Liberia, 11/07/2018, [url](#)

<sup>31</sup> Le Point, 20/09/2018, [url](#)

<sup>32</sup> Le Point, 20/09/2018, [url](#)

<sup>33</sup> IRIN, 20/05/2013, [url](#) ; IRIN , 15/11/2010, [url](#)

<sup>34</sup> Liberian Observer, 10/12/2018, [url](#)

<sup>35</sup> NRC, 07/2010, [url](#)

<sup>36</sup> NRC, 07/2010, [url](#)

<sup>37</sup> NRC, 07/2010, [url](#)

<sup>38</sup> VAPNEK J., FOFIE A., BOAZ P., 01/06/2017, [url](#)

<sup>39</sup> VAPNEK J., FOFIE A., BOAZ P., 01/06/2017, [url](#) ; Republic of Liberia, , 08/09/2011, [url](#)

A l'aide des informations transmises pas les FC, les DSC identifient les prochaines étapes appropriées afin de régler les conflits ou incidents isolés mineurs qui n'ont pu être résolus au niveau des FC. Les conflits fonciers persistants sont généralement transmis et remontent la chaîne au CSC compétent.<sup>40</sup>

#### 4.3. Conseil de Sécurité du Comté, *County Security Council (CSC)*

Le CSC est présidé par le superintendant du comté, les chefs de la police, de l'immigration et des pompiers du comté, ainsi que des autorités civiles telles que le chef suprême, les chefs de clan et les chefs de ville. Ils sont responsables de la coordination de la politique de sécurité au niveau du comté.

Il dispose d'une autorité permettant d'allouer des ressources aux crises de sécurité dans tout le comté. Il maintient une ligne de communication directe avec le gouvernement national dans la capitale côtière de Monrovia et rend compte de la situation sécuritaire au ministre de l'Intérieur par l'intermédiaire du Secrétariat de coordination situé à Monrovia.<sup>41</sup>

#### 4.4. Mode alternatif de règlement des conflits, *Alternative Dispute Resolution (ADR)*

Le ministère de la Justice, en collaboration avec la Banque mondiale, a élaboré un programme pilote de résolution des conflits *l'Alternative Dispute Resolution (ADR)*. Il vise à réduire la charge des tribunaux et renforcer l'accès à la justice. Ce dispositif permet de traiter à moindre coût les cas fonciers en dehors du tribunal, et ainsi de régler les conflits avec l'aide d'un tiers sans avoir recours à une procédure judiciaire.<sup>42</sup>

Dans le cadre de ce programme, une structure en charge des questions foncières a été installée dans le comté de Nimba afin de se rapprocher et de sensibiliser les communautés rurales sur leurs droits en matière de propriété foncière.<sup>43</sup>

En 2021, le Président de la République, le Dr George Manneh Weah, a annoncé la création d'un Comité présidentiel spécial chargé de servir de médiateur dans les conflits fonciers qui perdurent dans le comté de Nimba.<sup>44</sup>

Ce comité est présidé par le ministre de l'Intérieur et la co-présidence est assurée par le président de l'Autorité foncière du pays.<sup>45</sup> Il est chargé d'enquêter sur les litiges fonciers signalés dans le comté de Nimba, en particulier à Ganta, de fournir une analyse sur les causes des récentes violences qui en ont découlé dans le comté, et de formuler des recommandations en vue de leur résolution.<sup>46</sup>

---

<sup>40</sup> VAPNEK J., FOFIE A., BOAZ P., 01/06/2017, [url](#) ; Republic of Liberia, , 08/09/2011, [url](#)

<sup>41</sup> VAPNEK J., FOFIE A., BOAZ P., 01/06/2017, [url](#) ; Republic of Liberia, , 08/09/2011, [url](#)

<sup>42</sup> Liberian Observer, 10/12/2018, [url](#)

<sup>43</sup> Ministry of Justice ( Republic of Liberia); s.d. [url](#) ; VAPNEK J., FOFIE A., BOAZ P., 01/06/2017, [url](#) ; Liberian Observer, 10/12/2018, [url](#)

<sup>44</sup> Executive Mansion,13/05/2021, [url](#)

<sup>45</sup> Executive Mansion, 13/05/2021, [url](#)

<sup>46</sup> Executive Mansion,13/05/2021, [url](#)

## Bibliographie

Sites web consultés en Aout 2021

### Organisations intergouvernementales

Comité des droits de l'Homme des Nations Unies (OHCHR), « Examen des rapports soumis par les États parties en application de l'article 40 du Pacte - Rapports initiaux des États parties attendus en 2005 », 09/12/2016,

<https://docstore.ohchr.org/SelfServices/FilesHandler.ashx?enc=6QkG1d%2FPPRiCAqhKb7yhst0EqMtYgQ%2BAVhHZipQtX7Y8RKTp5lup0SWCCk08YGrv331JqO6W6pOflyC%2Bi7JmABta3C8d11cc7g77%2BP6OnoGZE8wF7g0OQmzSZnt9Nb7e>

Interpeace, « Liberia: Launch of ethnic reconciliation in Nimba County to support government of Liberia and the UN », 30/12/2007,

<https://www.interpeace.org/fr/2007/12/liberia-launch-of-ethnic-reconciliation-in-nimba-county-to-support-government-of-liberia-and-the-un/>

### Institutions nationales

Ministry of Justice (Republic of Liberia), « Alternative dispute resolution », s.d.,

<http://moj.gov.lr/administration/adr/>;

Executive Mansion, « President Weah Constitutes Special Committee to Mediate Nimba County Land Conflict », 13/05/2021, [https://www.emansion.gov.lr/2press.php?news\\_id=5377&related=7&pg=sp](https://www.emansion.gov.lr/2press.php?news_id=5377&related=7&pg=sp)

Republic, of Liberia « An act to establish the lands rights law of 2018 », 11/07/2018,

<http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/lbr182407.pdf>

Republic of Liberia, « National Security Reform and Intelligence Act », 08/09/2011,

<https://www.nsa.gov.lr/web/web/sites/default/files/documents/NSA%20ACT%20F%202011.pdf>

### Organisations non gouvernementales

Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC), « Leaving Liberia », 15/07/2015,

<https://www.nrc.no/news/2015/july/leaving-liberia/>

The New Humanitarian (IRIN), « L'évolution des conflits fonciers au Liberia », 20/05/2013,

<https://www.thenewhumanitarian.org/fr/actualites/2013/05/20/l-evolution-des-conflits-fonciers-au-liberia>

Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC), « Conflits fonciers et sécurité alimentaire dans la région frontalière entre le Libéria et la Côte d'Ivoire », 2012,

<https://www.yumpu.com/fr/document/read/30182110/rapport>

NRC, « Comparative analysis of land conflicts in Liberia : Grand Gedeh, Lofa and Nimba counties », 2010,

[https://www.globalprotectioncluster.org/assets/files/field\\_protection\\_clusters/Liberia/Comparative\\_Analysis\\_Land\\_Conflicts\\_Liberia\\_2010\\_EN.pdf](https://www.globalprotectioncluster.org/assets/files/field_protection_clusters/Liberia/Comparative_Analysis_Land_Conflicts_Liberia_2010_EN.pdf)

The New Humanitarian, « Trouver des solutions aux conflits fonciers », 15/11/2010,

<https://www.thenewhumanitarian.org/fr/report/91121/liberia-trouver-des-solutions-aux-conflits-fonciers>

## Think tanks, universités et centres de recherche

VAPNEK J., FOFIE A., BOAZ P., Resolving Disputes and Improving Security in Post-Conflict Settings: An Example from Liberia”, 01/06/2017, [https://repository.uchastings.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=2633&context=faculty\\_scholarship](https://repository.uchastings.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=2633&context=faculty_scholarship)

RINCON Jairo Munive Rincon, « Ex-combatants, Returnees, Land and Conflict in Liberia », 2010, [https://pure.diis.dk/ws/files/56168/WP2010\\_05\\_ex\\_combatants\\_Liberia.pdf](https://pure.diis.dk/ws/files/56168/WP2010_05_ex_combatants_Liberia.pdf)

Bøås, Morten. « Funérailles pour un ami : des luttes de citoyenneté dans la guerre civile libérienne », Politique africaine, vol. 112, no. 4, pp. 36-51, 2008, <https://www.cairn.info/journal-politique-africaine-2008-4-page-36.htm>

## Médias

Modern Ghana, «The Nimba Land Dispute: Where Do We Go from Here? », 31/05/2021, <https://www.modernghana.com/news/1084717/the-nimba-land-dispute-where-do-we-go-from-here.html>

West Africa Democracy Radio (WADR), « Man arrested for threatening to kill Liberia's Chief Justice », 27/04/2021, <https://www.wadr.org/news.php?uin=WN2704213437>

Front Page Africa, « Liberia: Tribal Violence Erupts in Nimba County; Properties Destroyed », 20/04/2021, <https://frontpageafricaonline.com/front-slider/liberia-tribal-violence-erupts-in-nimba-county-properties-destroyed/>

Daily Observer, « Liberia: Ethnic Tension Thwarts Court's Ruling in Ganta Land Case », 18/09/2019, Liberia: Ethnic Tension Thwarts Court's Ruling in Ganta Land Case <https://frontpageafricaonline.com/news/liberia-ruling-into-long-standing-land-dispute-sparks-anger-and-destruction-in-nimba/>

Liberian Observer, « Five Counties 'Red Zones' for Land Conflicts in Liberia », 10/12/2018, <https://landportal.org/news/2018/12/five-counties-%E2%80%99red-zones%E2%80%99-land-conflicts-liberia>

Le Point, « Liberia - Question foncière : enfin le droit d'être propriétaire », 20/09/2018, [https://www.lepoint.fr/economie/liberia-question-fonciere-enfin-le-droit-d-etre-propretaire-20-09-2018-2253012\\_28.php](https://www.lepoint.fr/economie/liberia-question-fonciere-enfin-le-droit-d-etre-propretaire-20-09-2018-2253012_28.php)

Front Page Africa, « Nimba Land Dispute: Fear That Never Goes Away, Settlement That Never Comes Through », 23/03/2017, <https://landportal.org/news/2017/03/nimba-land-dispute-fear-never-goes-away-settlement-never-comes-through>

Mongabay, Liberia land policy a 'challenge to national development', 15/09/2016, <https://news.mongabay.com/2016/09/liberia-land-policy-a-challenge-to-national-development/>